

Pour une écologie populaire

Capitalisme et dérèglement climatique

§1 Le dernier rapport du GIEC nous place face à une vérité alarmante et indéniable : nous sommes à l'aube d'un cataclysme climatique. Le fonctionnement du système économique actuel a déclenché une chaîne de réactions environnementales qui ont le potentiel de transformer radicalement notre monde et de menacer la vie telle que nous la connaissons. Selon les scientifiques du GIEC, l'augmentation de la température mondiale de 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels est désormais une certitude. Et avec cette hausse des températures viennent des conséquences désastreuses. Les glaciers fondent à un rythme s'accroissant, entraînant une élévation du niveau de la mer qui menace de submerger les zones côtières et les petits États insulaires. Les forêts sont ravagées par des incendies de plus en plus fréquents et destructeurs, tandis que la déforestation pour l'agriculture et l'industrie continue de s'intensifier. Ces pertes forestières signifient non seulement une diminution de la biodiversité, mais aussi une réduction de notre capacité à capturer le dioxyde de carbone, accélérant ainsi le réchauffement de notre planète. D'autres secteurs comme les océans sont aussi victimes de la perte de biodiversité. Des vagues de chaleur mortelles, des inondations dévastatrices et des tempêtes plus violentes et plus fréquentes deviennent la nouvelle norme. Ces phénomènes météorologiques extrêmes menacent non seulement nos infrastructures, nos économies, nos vies et nos moyens de subsistance, ils menacent aussi toute une partie de la population mondiale contrainte de s'exiler en direction du nord pour fuir des grandes sécheresses.

§2 Au cœur du capitalisme réside une contradiction fondamentale : la soif incessante de profits, qui implique une croissance économique illimitée, alors même que nous vivons sur une planète aux ressources limitées. Cette tendance se trouve en opposition flagrante avec les impératifs de durabilité écologique. Cette incompatibilité inhérente entre l'écologie et le capitalisme est un principe ancré dans la dialectique marxiste.

Le capitalisme, avec son impératif de croissance continue, s'appuie sur une exploitation sans merci des ressources naturelles. Cela est illustré par les dommages environnementaux massifs causés par les grandes entreprises, qu'il s'agisse des déforestations de l'Amazonie par les multinationales de l'agro-industrie ou des pollutions pétrolières massives, ou encore de la pollution atmosphérique engendrée par l'industrie de l'énergie fossile.

§3 Quelques exemples notoires de dégâts environnementaux causés par de grandes entreprises :

§4 La rupture du barrage de Vale (Brésil, 2019): En janvier 2019, un barrage minier appartenant à la société Vale s'est effondré à Brumadinho, au Brésil, libérant une énorme quantité de déchets miniers. Selon un rapport de l'Université Fédérale de Minas Gerais, l'effondrement a tué 270 personnes et a causé d'énormes dommages environnementaux, contaminant la rivière Paraopeba sur une distance de 300 km.

§5 L'explosion de la plateforme Deepwater Horizon (États-Unis, 2010): Cet incident est considéré comme l'une des plus grandes catastrophes environnementales de l'histoire des États-Unis. Il a résulté en une énorme marée noire dans le golfe du Mexique, avec environ 4,9 millions de barils de pétrole déversés dans l'océan.

§6 La catastrophe de Bhopal (Inde, 1984) : Un accident dans une usine de pesticides à Bhopal, en Inde, a libéré une grande quantité de gaz toxiques, tuant des milliers de personnes et causant des problèmes de santé à long terme pour des centaines de milliers d'autres.

§7 La catastrophe de Minamata (Japon, 1950s-1960s): Des déchets industriels contenant du mercure ont été déversés dans la baie de Minamata pendant plusieurs décennies, entraînant des maladies graves et la mort pour de nombreux habitants et animaux.

§8 L'incident de Seveso (Italie, 1976) : Un accident dans une usine chimique à Seveso, en Italie, a libéré une grande quantité de dioxine dans l'atmosphère, entraînant des problèmes de santé pour les habitants et des dommages environnementaux.

§9 L'incendie de la plateforme Piper Alpha (Royaume-Uni, 1988): L'incendie de cette plateforme pétrolière en mer du Nord a causé la mort de 167 travailleurs et a provoqué une importante marée noire. Cet événement a conduit à des changements majeurs dans les réglementations de sécurité pour l'industrie pétrolière offshore.

§10 La catastrophe de Love Canal (États-Unis, 1970s): Un quartier résidentiel construit sur un ancien site d'enfouissement de déchets chimiques à Niagara Falls, New York, a connu une série de problèmes de santé et environnementaux lorsque ces produits chimiques ont commencé à s'infiltrer à la surface.

§11 La marée noire de l'Exxon Valdez (États-Unis, 1989): L'Exxon Valdez, un pétrolier, s'est échoué et a déversé entre 260 000 et 750 000 barils de pétrole brut dans le Prince William Sound en Alaska, causant d'énormes dégâts à la faune et à l'environnement.

§12 Le continent africain est un continent extrêmement pollué par l'extraction capitaliste, des pays comme le Congo ou le Niger en sont des exemples parlants.

§13 En fait, les exemples passés et présents de la destruction de l'environnement et des populations locales par les grandes multinationales sont tellement nombreux que nous pourrions remplir des classeurs fédéraux sur des kilomètres. Au delà des accidents, il est nécessaire de préciser qu'il a, en

continu au quotidien, des pollutions engendrées par l'industrie capitaliste qui font de nombreux dégâts, comme par exemple les peintures radioactives utilisées dans l'horlogerie.

§14 Même dans notre pays, la Suisse, réputée pour son image de pays propre et vert, le capitalisme laisse des traces indélébiles sur l'environnement. Les entreprises suisses telles que Nestlé et Glencore, dans leur quête de profit, ont contribué à des dégâts environnementaux majeurs dans d'autres pays, notamment en Amérique latine et en Afrique, où elles ont exploité sans scrupule les ressources minières, laissant derrière elles des paysages dévastés et des communautés locales en détresse.

§15 En Suisse, le libéralisme a encouragé une consommation excessive et irresponsable. Cela a conduit à une surexploitation des ressources naturelles, une pollution de l'eau et des sols, et une empreinte carbone disproportionnée. Par exemple, des études ont montré que les concentrations de microparticules dans l'air dans certaines régions du pays dépassent largement les normes de l'OMS.

§16 La crise climatique exacerbe également les inégalités sociales et économiques, frappant le plus durement les plus vulnérables parmi nous. Ce sont les plus précaires, ceux qui ont le moins contribué au changement climatique, qui en subissent le plus les conséquences.

Dans notre pays, les effets du dérèglement climatique sont d'autant plus alarmants. Nos célèbres glaciers, qui ont façonné et orné nos paysages pendant des millénaires, sont menacés de disparition. Selon les études de l'Université de Zurich, nous avons perdu plus de 500 glaciers depuis 1850 et le reste est en recul rapide. L'Aletsch, le plus grand glacier des Alpes, pourrait disparaître d'ici la fin de ce siècle si la tendance actuelle se poursuit.

Le dérèglement climatique est la conséquence directe du capitalisme, et de son système économique libéral.

Ecologie et libéralisme : l'impossible mariage

§17 L'alliance entre l'écologie et le libéralisme apparaît de nos jours comme un défi insurmontable, voire contradictoire. En effet, bien que souvent sous-estimé, le marché libre est en réalité un facteur majeur dans l'aggravation des problèmes environnementaux à l'échelle mondiale. Afin d'illustrer cette affirmation et de mieux comprendre les enjeux liés au marché libre en termes d'écologie, nous présenterons 15 problématiques soulevées par le libéralisme et le marché libre en matière d'environnement, soulignant ainsi la nécessité d'une planification et d'une régulation écologique du marché.

1 Priorité aux profits

§18 Le marché libre pousse les entreprises à maximiser leurs profits, ce qui les incite souvent à exploiter intensivement l'environnement et les ressources naturelles sans se soucier des conséquences écologiques à long terme. Ce phénomène s'observe dans de nombreux secteurs, tels que l'agriculture, l'industrie et l'énergie.

2 Absence de responsabilité environnementale

§19 Les entreprises opérant dans un marché libre peuvent échapper à leur responsabilité environnementale en évitant de payer pour les dommages qu'elles causent. Cette absence de responsabilité contribue à la dégradation des écosystèmes et à l'épuisement des ressources naturelles, mettant en péril notre avenir commun.

3 Externalités négatives

§20 Les coûts environnementaux des activités économiques ne sont généralement pas internalisés, ce qui signifie que ces coûts sont supportés par la société et l'environnement plutôt que par les entreprises responsables. Cela crée une distorsion dans les mécanismes du marché, conduisant à une allocation inefficace des ressources et à une dégradation continue de l'environnement.

4 Course vers le bas

§21 La compétition dans le marché libre peut pousser les entreprises à réduire leurs coûts en ignorant les normes environnementales et sociales. Cette course vers le bas compromet la protection de l'environnement et le bien-être des travailleurs, mettant en danger la santé publique et la durabilité à long terme.

5 Manque d'incitations écologiques

§22 Le marché libre ne récompense pas nécessairement les entreprises pour leurs pratiques durables, ce qui limite leur motivation à adopter des pratiques écologiques. Les incitations sont d'ordre marketing (exemple: label bio) ou cosmétiques, elles n'agissent nullement de façon efficace sur les problèmes environnementaux. Cela freine la transition vers une économie verte et circulaire, qui est pourtant essentielle pour préserver notre planète.

6 Ressources publiques sous-évaluées

§23 Les biens publics, tels que l'air, l'eau et la biodiversité, sont souvent sous-évalués ou considérés comme gratuits dans un marché libre, entraînant une surexploitation et une dégradation. Cette sous-évaluation des ressources naturelles nuit à leur préservation et à leur renouvellement, mettant en danger les écosystèmes et la vie sur Terre.

7 Inégalités économiques

§24 Le marché libre génère des inégalités économiques, ce qui rend plus difficile la mise en œuvre de politiques environnementales efficaces. Les populations les plus vulnérables sont souvent les plus touchées par les problèmes environnementaux, et leur accès limité aux ressources et aux opportunités économiques entrave leur capacité à s'adapter et à se protéger.

8 Court-termisme

§25 Le marché libre favorise une vision à court terme, au détriment de la durabilité à long terme et de la préservation des ressources pour les générations futures. Cette approche court-termiste incite les entreprises à adopter des stratégies qui génèrent des profits immédiats, mais qui compromettent la viabilité de l'environnement et la qualité de vie des générations futures.

9 Absence de coordination

§26 Le marché libre ne permet pas de coordination suffisante entre les acteurs économiques pour aborder des problèmes environnementaux complexes et interdépendants. Cette absence de coopération entrave la capacité à mettre en place des solutions globales pour lutter contre les défis environnementaux tels que le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution des océans. De plus, le refus des autorités et l'absence de volonté politique de donner des moyens à un état pour coordonner et influencer sur les acteurs du marché est de fait une prise de position libérale qui ne permet pas de tenir compte des enjeux climatiques. Enfin, nous relevons qu'il est inquiétant de constater qu'un individu tel qu'Elon Musk gagne plus d'argent que des pays entiers, en plus avec pour but d'organiser des voyages sur la lune alors que ce genre de pratique devrait être à nos yeux des politiques d'Etats.

10 Manque d'innovation écologique

§27 Le marché libre n'encourage pas suffisamment l'innovation en matière de technologies et de pratiques durables, en particulier si les entreprises ne perçoivent pas de gains économiques immédiats. Ce manque d'incitation à innover freine le développement et l'adoption de solutions écologiques, indispensables pour assurer la transition vers une économie durable.

11 Consommation excessive et inégalités

§28 Le marché libre encourage la consommation et la croissance économique sans tenir compte des limites écologiques et des capacités de régénération de la planète. Cette consommation excessive exerce une pression insoutenable sur les ressources naturelles et aggrave les problèmes environnementaux tels que la déforestation, l'épuisement des ressources en eau et la production de déchets.

§29 Toutefois, il est important de distinguer entre les différentes classes sociales en matière de consommation. La bourgeoisie et la grande bourgeoisie, par exemple, consomment davantage en termes de voyages en avion, de possession de plusieurs propriétés et autres biens de luxe. En revanche, les travailleurs et les classes populaires ont souvent une consommation limitée et liée à leur travail et aux biens d'équipement, comme l'utilisation de la voiture pour se rendre sur leur lieu de travail. En réalité, il n'y a pas de société de consommation. Il y a des classes qui consomment plus que ce qu'elles produisent et des classes qui produisent plus que ce qu'elles consomment. Il est donc crucial d'aborder la question de la consommation excessive en prenant en compte ces inégalités et en évitant de détériorer la situation déjà difficile des personnes à faibles revenus.

12 Lobbying et influence des entreprises

§30 Les entreprises utilisent leur pouvoir économique pour influencer les décisions politiques et empêcher la mise en place de réglementations environnementales. Cette influence induit et compromet l'élaboration de politiques environnementales robustes et équitables, favorisant les intérêts économiques à court terme au détriment de la protection de l'environnement et du bien-être général.

13 Faiblesse des normes environnementales internationales

§31 Le marché libre et la mondialisation peuvent conduire à une harmonisation vers le bas des normes environnementales entre les pays. Cette situation crée un environnement propice au "dumping environnemental", où les entreprises délocalisent leurs activités polluantes vers des pays ayant des réglementations moins strictes, exacerbant ainsi les problèmes environnementaux à l'échelle mondiale.

14 Difficulté à mettre en place des réglementations mondiales face aux règles du marché

§32 Le marché libre, en accentuant la concurrence internationale et en imposant des règles basées sur la compétitivité, entrave la mise en place de réglementations environnementales à l'échelle mondiale ou quand elle le fait ces mesures s'avèrent être des échecs manifestes comme la mise en place de ce marché de carbone qui aux dernières a permis de faire des profits exorbitants pour certaines entreprises mais n'a pas baissé les émissions de CO₂. De nombreux pays souverains souhaiteraient renforcer leur législation environnementale, mais se trouvent limités par la crainte de perdre en compétitivité sur le marché international. Ainsi, le libéralisme économique empêche l'adoption de politiques environnementales communes, freinant la capacité de la communauté internationale à lutter efficacement contre les problèmes environnementaux transfrontaliers.

§33 Il devient alors primordial de reprendre la souveraineté sur ces questions au niveau local, afin de changer de paradigme et de sortir des conséquences néfastes du libéralisme. En redonnant aux États et aux communautés le pouvoir de décider de leur politique environnementale, il sera possible de mettre en œuvre des solutions adaptées et durables pour préserver notre planète.

15 Désinvestissement des services publics

§34 Le marché libre entraîne un désinvestissement des services publics, dont la protection de l'environnement, en raison de la pression pour réduire les dépenses publiques et privatiser les services. Ce désinvestissement affaiblit la capacité des gouvernements à assurer une gestion efficace des ressources naturelles et à mettre en place des politiques environnementales robustes. La privatisation des services liés à l'environnement peut également entraîner une diminution de l'accès à ces services pour les populations les plus vulnérables, aggravant ainsi les inégalités environnementales.

§35 En conclusion, il est clair que l'écologie et le libéralisme sont difficiles à concilier, et que le marché libre est souvent une cause majeure des problèmes environnementaux auxquels nous

sommes confrontés aujourd'hui. Pour protéger notre environnement et assurer un avenir durable pour les générations futures, il est essentiel de repenser notre approche économique et de mettre en place des régulations environnementales efficaces, tant au niveau national qu'international, car la main invisible d'Adam Smith s'est transformée en une poigne brûlante qui étouffe notre planète.

Que proposent les autres partis pour faire face à l'urgence climatique ?

Partis bourgeois et libéraux

§36 Dans tous leurs programmes électoraux ou prises de paroles, les partis bourgeois (particulièrement le PLR) essaient de faire croire qu'ils défendent les questions environnementales, or, dans les faits, si on regarde bien, cela n'est que du blabla, pour ne pas perdre la face sur une thématique qui est devenu un sujet prioritaire pour une très grande partie de la population.

§37 La logique de ces partis consiste à partir sur 2 axes principaux, la responsabilité individuelle et les incitations à mettre en place des mesures. Tout doit se reposer sur l'individu en défendant le principe du pollueur-payeur et non sur la responsabilité collective. C'est à tout à chacun d'être responsable et de tenter de faire des efforts et ceci sans imposer de mesures contraignantes envers les véritables gros pollueurs. Jamais ces partis ne proposeront des lois qui demandent de réguler, durcir, interdire, taxer ou imposer les grandes entreprises et multinationales, les propriétaires et régies immobilières, le monde financier, bancaire et économique par rapport à certaines de leurs pratiques : investissements dans les énergies fossiles, pollutions à grandes échelles, spéculations sur les matières premières, achat de droit d'émission de CO2 et de compensations écologiques, non-rénovation des bâtiments locatifs etc... De plus, si on regarde bien, une grande partie de leurs interventions dans les divers parlements, se contentent souvent de se plaindre des lourdeurs et obstacles administratifs (notamment en matière de rénovation de bâtiments pour les propriétaires), essaient de restreindre ou modérer les lois ou plans climatiques ou visent à demander des rapports ou des études de faisabilité. Ceci n'est que du brassage d'air, qui de plus coûte à la collectivité, sans compter que nous ne sommes plus à attendre des rapports de faisabilité, mais à devoir agir au plus vite car l'urgence est là. Enfin, ils comptent beaucoup sur la recherche et l'innovation, comme s'il suffisait d'avoir une multitude de nouveaux projets technologiques les plus innovants possibles pour que se règle d'un coup de baguette magique les problèmes environnementaux.

§38 L'UDC reste quant à lui sur une ligne climato-sceptique qui vise à nier l'urgence climatique, à discréditer les militant.e.s du climat ainsi que les scientifiques particulièrement ceux qui ont participé à l'écriture du rapport du GIEC ou à opposer les défenseurs de l'écologie (qualifiés d'urbains donneurs de leçons ne connaissant rien à la nature et l'agriculture) aux habitants de la campagne. Comme toujours avec l'UDC, il y a beaucoup de rhétoriques, de phrases chocs et de grandes déclamations assez caricaturales visant à faire peur à la population. Par exemples : les activistes du climat sont nommément appelés des éco-terroristes, ils n'hésitent pas non plus à dire publiquement que certaines propositions faites par la gauche sont ni plus ni moins «communistes», «liberticides», «totalitaires», reprochant entre autres, au nom de l'écologie, de vouloir sacrifier le fédéralisme et la propriété privée. De plus, l'UDC réduit l'écologie à ces deux mots : taxes et interdictions.

§39 L'autre point fondamental défendu par l'UDC est le local, produire de l'énergie locale, consommer de la nourriture locale, ce qui en soit est tout à fait louable. Or, entre les grands discours et la réalité des faits, il y a de grandes contradictions. On ne peut pas vouloir de l'énergie locale et en même temps se réclamer ouvertement favorable à la libéralisation du marché de l'électricité « *L'UDC est persuadée que seule une véritable concurrence sur le marché de l'électricité peut entraîner une baisse des prix.... Toutes les options pouvant conduire vers un marché de l'électricité ouvert et concurrentiel en Suisse doivent être examinées sans parti pris.* »¹. Il n'est pas non plus logique, qu'en matière d'agriculture on veuille produire local en y demandant la sécurité alimentaire et en même temps défendre le libre marché par des traités de libres-échanges qui vont nuire à nos agriculteurs.

§40 Les partis bourgeois disent clairement qu'il ne faut pas opposer écologie et économie et qu'au contraire l'économie a un grand rôle à jouer pour sauver la planète. Au POP, nous pensons au contraire que l'économie est clairement l'une des principales causes du problème du réchauffement climatique et qu'un changement de système est nécessaire. C'est pourquoi, les partis qui se revendiquent clairement comme défenseurs de l'écologie libérale tels que les Verts libéraux ne sont qu'une supercherie et qu'au final ils ne font rien d'autre que de défendre les intérêts de classe des plus nantis.

§41 Enfin, comme le disait le camarade Hugo Chavez « si le climat était une banque, il serait déjà sauvé », l'exemple récent du sauvetage de Crédit Suisse à coup de milliards en est une preuve flagrante.

Gauche « rose-verte »

§42 En ce qui concerne les partis de gauche comme le PS et les Verts, le problème climatique est largement abordé, mais leur analyse est-elle foncièrement différente de celle faite par les libéraux?

§43 À gauche comme à droite, on propose une vision individualiste du problème et des solutions. L'attention est portée sur la consommation d'électricité des familles, la quantité de viande qu'elles mangent, les trajets en voiture. Pourtant la pollution n'est pas la même pour tout le monde. Il y a des classes qui surconsomment et vivent au-dessus de nos moyens à toutes et tous. De ce mode de vie complètement déconnecté résulte une pollution colossale, qui a bien plus d'impact que celle des classes populaires et moyennes. Mais il est bien plus dangereux de s'attaquer à Nestlé ou UBS qu'au caddie du travailleur !

§44 Premièrement car elle est inefficace. Ce ne sont pas les petits gestes du quotidien ou les taxes sur l'essence qui mettront fin à la pollution de masse. La plus grande majorité de la pollution mondiale est causée par les industriels, le monde de la finance et les excès de la bourgeoisie. Deuxièmement car elle est profondément injuste. Exiger des sacrifices dans le niveau de vie - gentiment rebaptisés "sobriété choisie" par nos élites - des classes populaires et moyennes, qui

¹ <https://www.udc.ch/actualites/publications/exposes/une-ouverture-du-marche-de-lelectricite-acceptable-pour-la-majorite-de-la-population/>

étaient déjà habitués à se serrer la ceinture, tout en se taisant devant le train de vie des plus fortunés, relève de la lâcheté. Fort avec les faibles et faible avec les riches : voilà donc un parfait adage pour la gauche réformiste.

§45 Le libéralisme et le capitalisme ont créé un système profondément injuste, où la protection de l'environnement est un luxe réservé aux riches. Ils voyagent en jet privé, tandis que les pauvres sont blâmés pour ne pas recycler ou pour utiliser des voitures à essence pour aller travailler, c'est-à-dire créer la richesse de notre pays et la marge des bourgeois.

Développement durable, décroissance, écosocialisme... : des concepts flous et inopérants

§46 Certains concepts fortement usités par l'ensemble des partis doivent être démystifiés, à l'instar de celui de « développement durable ». Toutes les formations politiques l'utilisent allégrement depuis quelques années, alors même qu'il est difficile de trouver des convergences entre les groupes qui le mettent en avant. À droite, le terme permet d'englober l'écologie à l'intérieur du capitalisme. C'est le fameux *greenwashing* ou même *capitalisme vert* qui est mis en avant par les libéraux. Cela pourrait se résumer par l'expression populaire "on prend les mêmes et on recommence" : pas de remise en cause des rapports de production, des hiérarchies, des traités de libre-échange et du mondialisme. Ici on met un vernis écolo sur l'exploitation pour la rendre plus acceptable. On permet aux pollueurs de "racheter" leurs émissions de CO₂, on ajoute des arbustes sur les lieux de travail, on crée des labels qui permettent de tripler les prix de ventes.

§47 Le concept flou de développement durable a également la cote au sein de la gauche réformiste. Mais dans les milieux de gauche radicale, principalement sur les campus universitaires, ce sont surtout des concepts vagues tels que la « décroissance » ou encore « l'écosocialisme » qui sont à la mode. Pourtant, ceux-ci se limitent bien souvent à énoncer du jargon militant, sans pour autant proposer un projet de société et un modèle d'économie crédible. La décroissance, telle que présentée par ses défenseurs en Suisse ou ailleurs, propose un refus quasi-systématique de tout développement et tout progrès, afin de vivre de manière plus « harmonieuse ». Il faudrait aussi, en priorité, « se changer soi-même pour changer le monde », ce qui revient concrètement à abandonner l'idée d'un changement de société par l'organisation collective. Quant au modèle voulu par les partisans de la décroissance, rien n'est très clair ou même défini : quels pays seraient amenés à freiner leur croissance, quelles classes de la population, quels secteurs de l'économie, jusqu'à quel niveau. Certains décroissants vont même jusqu'à vanter les modes de vies des populations du Sud comme des modèles de « sobriété heureuse »...

§48 Plutôt que la culpabilisation individuelle et le refus du développement, nous devrions défendre la mise à disposition des progrès scientifiques et techniques, aujourd'hui utilisés pour les profits des grands groupes capitalistes, à l'ensemble de la population, y compris les pays du sud. Le problème réside dans la cupidité et l'exploitation des Hommes et de la nature. Ce n'est pas le progrès technique en soi qui est le problème, car la technique n'est pas située politiquement. C'est bien son utilisation qui l'est. C'est aussi par des avancées techniques que nous pourrions à l'avenir produire de

manière à respecter l'environnement et les travailleurs. Néanmoins, il faut être clair, les technologies futures ne sont pas de solutions miracles ou ultimes qui peuvent régler tous les problèmes environnementaux, par exemple, l'énergie pour faire rouler des voitures électriques ne sera pas infinie.

Notre vision : l'écologie populaire

§49 Les classes populaires sont les premières touchées par le réchauffement climatique causé par le système capitaliste : elles sont généralement concentrées dans les zones les plus polluées, sont plus exposées aux risques environnementaux (inondations, sécheresse, glissements de terrain...) dont l'intensité et la fréquence vont croissant. Les classes populaires sont bien souvent contraintes à vivre dans des logements mal isolés et coûteux en énergie, et à se déplacer avec le moyen de transport qui est souvent aussi plus polluant mais qui pour certaines personnes, est le seul moyen de transport possible par manque d'infrastructures de transports publics. Avec une pression constante sur les salaires et le pouvoir d'achat, elles sont donc également les premières touchées par les hausses des prix de l'énergie et des autres marchandises comme la nourriture.

§50 Non seulement les classes populaires sont les plus impactées par la crise climatique, mais elles sont souvent décrites par l'élite bourgeoise et intellectuelle comme se situant au cœur du problème. Leur mode de vie et de consommation est en particulier critiqué, dans des termes conformes aux conceptions morales des classes moyennes et supérieures. Avec un certain mépris de classe, les classes populaires sont donc dépeintes comme une catégorie sociale peu soucieuse du « consommer durable », rechignant par inculture ou fainéantise à « faire les bons choix » en termes de mobilité, alimentation, logement ou encore habillement.

§51 Le mouvement des Gilets jaunes en 2018 en France né de l'annonce de l'augmentation de la taxe sur les carburants a permis de rendre visible, d'une part, l'ampleur de la révolte populaire à des mesures présentées comme écologiques mais socialement discriminantes ; et d'autre part, la stigmatisation que les classes populaires subissent dans le cadre du débat politique sur l'écologie, avec un mépris culturel et médiatique massif à l'égard de ce mouvement. À ceux qui se battent contre « la fin du monde », se sont ainsi opposés ceux qui peinent déjà à boucler « la fin du mois ».

§52 En Suisse, les partis gouvernementaux sont à mille lieues d'être réceptifs à ces revendications et aux problématiques vécues par les classes populaires. L'offre politique en matière écologique n'admet actuellement que deux options qui sont tout à fait compatibles: une écologie fondée sur le libéralisme qui ménage allégrement les intérêts des gros pollueurs et des plus riches, et une écologie punitive, qui considère que la transition vers un avenir « plus durable » et un monde décarboné a un coût, et les classes populaires devront bien entendu passer à la caisse.

§53 Face à ces conceptions majoritaires de l'écologie, à la fois inefficaces pour atteindre l'objectif zéro carbone à temps, et pénalisantes à plus d'un titre pour les classes populaires, nous proposons de véritablement transformer l'idéologie de l'écologie afin de l'inscrire dans une problématique de

classes sociales. Il n'y a pas lieu d'opposer « fin du monde » et « fin du mois », ces enjeux sont en fait indissociables.

§54 Nous connaissons bien les principaux symptômes du capitalisme moderne : mondialisation, accroissement des inégalités sociales et appauvrissement, exploitation internationalisée des travailleurs, libre-échange, dérégulations et absence de lois contraignantes envers les principaux pollueurs, délocalisations, privatisations... Considérant donc que la crise écologique actuelle est intrinsèquement liée au fonctionnement même du système capitaliste, l'urgence est au développement d'une vision cohérente et à la hauteur de ces enjeux. C'est ce que nous nommons *l'écologie populaire*.

§55 L'écologie populaire implique une véritable rupture avec les systèmes de production, de consommation, de relégation sociale, environnementale et culturelle, afin d'amorcer un véritable projet de transformation sociale et de redonner du pouvoir au peuple face aux puissances économiques mondiales qui exploitent leurs ressources, leur environnement et leur travail. Il s'agit désormais de prendre au sérieux, d'une part, les problématiques spécifiques vécues par les classes populaires dans un contexte double de crise économique et écologique, et d'autre part, prendre au sérieux leur capacité propre à transformer le monde par le biais de leur action organisée.

§56 L'écologie populaire vise donc à dépasser les conceptions libérales de l'écologie, accordant tous les privilèges aux puissances économiques et à leurs lobbys, ainsi que les conceptions punitives de l'écologie, qui font de celle-ci un combat de privilégiés. Nous défendons donc une vision à contre-courant mais résolument nécessaire pour espérer limiter les effets du réchauffement climatique sur l'ensemble de la planète : redonner du pouvoir au peuple, transformer nos modes de production, relocaliser et développer les circuits courts, placer les géants de la pollution planétaire face à leurs responsabilités et stopper le spectre de leurs activités destructrices, voilà quelques-unes des lignes directrices de l'écologie populaire.

§57 Un aspect crucial de l'écologie populaire est celui de la « planification écologique ». Par la planification, nous éviterons la vision à court-terme et la course insensée au profit. Nous pourrions organiser la production de manière raisonnée, afin de la mettre au service du peuple et non l'inverse. C'est en planifiant que l'on peut continuer à produire ce dont notre société a besoin, tout en bannissant les excès des élites et en prenant soin de l'environnement. Par la planification écologique, les avancées seraient mises au profit de la société et non du Capital. Cela passe donc nécessairement par un changement radical dans notre mode de production.

Que faire ?

§58 Pour faire face aux enjeux climatiques dans l'intérêt des classes populaires, des mesures qui contribuent à la transformation du mode de production économique sont nécessaires. Une part toujours plus grande de la population suisse adhère à cette idée et le militantisme en faveur de la protection du climat intéresse toujours davantage.

§59 Cependant, ce militantisme semble montrer ses limites. Des actions de blocage à l'échelle du groupe, ou au nom de certaines associations, peuvent contribuer au renforcement de la conscience environnementale de certaines personnes, mais heurtent les intérêts immédiats d'autres personnes à travers les désagréments provoqués. Les manifestations qui existent depuis 2019 ont largement contribué à diffuser les problématiques climatiques au sein de la population, mais cela ne s'est pas traduit en termes politiques autrement que par une vague verte qui est aujourd'hui retombée. Le critère d'une mobilisation doit être le critère de compréhension de cette action par les personnes que l'on veut défendre.

§60 Ainsi, si les stratégies auparavant évoquées ont permis un certain renforcement de la conscience environnementale chez une partie de la population, elles se sont heurtées au plafond de verre des institutions libérales actuelles, au défaitisme qui suit les échecs de parcours de tout projet politique, et à une certaine désorganisation caractéristique des mouvements sociaux du type « Grève du climat ».

§61 Si le POP a participé aux manifestations et soutient le mouvement de la grève du climat qui les a organisées, nous sommes aussi conscients des limites que peut comporter un tel mouvement.

§62 Par ailleurs, toutes ces actions n'ont pas suffi à émouvoir les élites économiques et politiques libérales, qui sont aux commandes des institutions politiques. Des mesures conséquentes nécessaires au sauvetage du climat ne pourront pas, pour la majeure partie d'entre-elles, être mises en place au sein des institutions et du système économique actuels. La transformation de ces derniers est donc nécessaire. Elle nécessite une prise de pouvoir démocratique par un parti, ou une alliance de partis représentant la classe travailleuse, dotés d'un programme de transformation économique et institutionnelle, ainsi que d'un large soutien populaire.

§63 En Suisse, le POP mène ce combat depuis 80 ans. Malgré le fait que le POP demeure encore un petit parti, c'est à travers son élargissement et le renforcement de son organisation qu'une telle transformation pourra s'accomplir. Le POP a pour objectif de rassembler les couches les plus politisées de la classe travailleuse, il peut ainsi porter les intérêts de cette dernière dans l'espace public lorsque sont débattues les questions écologiques. Il mène le combat pour le sauvetage du climat à travers tous les outils actuellement à disposition : initiatives populaires, présence dans les parlements, participation aux manifestations, soutien aux militants écologistes inculpés, formation politique interne et externe ainsi que du travail de terrain.

§64 Lorsque le soutien dont bénéficie le POP s'engage avec ses alliés pour réunir une majorité dans les luttes difficiles du dépassement économique et institutionnel de la société actuelle pour construire une Suisse socialiste, dotée d'une démocratie exercée par - et au service de - la classe travailleuse, la seule à même d'appliquer les mesures économiques nécessaires au sauvetage des conditions d'existence de l'humanité sur Terre, et ce dans l'intérêt de la majeure partie de la population.

Les mesures proposées par le POP

1. La nationalisation des entreprises énergétiques privées et la reprise en main publiques et la planification de la distribution de l'électricité ; abrogation de la libéralisation du marché de l'électricité
2. Le retour des entreprises qui ont fait le choix du marché libre sur le marché régulé de l'électricité, mais obligatoire et définitif, et sans hausse des tarifs pour les particuliers.
3. Développement d'une industrie publique ou coopérative, produisant des biens durables, recyclables, avec des matières premières locales autant que possible
4. Amener des mesures contraignantes pour le secteur privé, dans l'industrie privée dans le but qu'ils respectent des engagements écologiques et climatiques.
5. La relocalisation des activités productives, et le recyclage d'habits pour la vente en deuxième main permettent de sortir des aberrations du capitalisme mondialisés avec ses gaspillages colossaux, mais aussi de créer des emplois
6. L'abandon total des énergies fossiles d'ici 2050. Réduction linéaire et contrôlée de leur utilisation dès 2025 au plus tard
7. L'abandon progressif de l'énergie nucléaire et son remplacement par des énergies renouvelables
8. L'inscription de la règle verte comme principe constitutionnel absolu (illégalité de prendre à la nature davantage que ce qu'elle peut renouveler) et ainsi que la règle bleue, (même chose que la règle verte mais appliquée à l'eau pour son usage et pour la protection de sa qualité)
9. Inscrire dans la constitution l'eau comme bien commun et la protection de l'ensemble de son cycle y compris les nappes phréatiques
10. Une réduction drastique des pesticides et l'interdiction immédiate du glyphosate
11. Des contrôles accrus et des sanctions contre la pollution industrielle qui porte atteinte à l'environnement
12. Le désinvestissement des fonds publics (notamment caisses de pension) des énergies fossiles ainsi que le contrôle public du secteur financier et du placement des fonds AVS/AI/APG
13. Combattre l'obsolescence programmée
14. Reconnaître et inscrire dans le Code pénal le terme écocide (crime qui porte des atteintes graves à l'environnement)
15. L'introduction de la gratuité des transports publics
16. Le développement des transports publics, pour un réseau performant et dense couvrant tout le pays
17. L'interdiction de la spéculation sur les matières premières
18. La fin de toutes les négociations sur les accords de libre-échange.
19. L'instauration d'un protectionnisme solidaire
20. La mise en place d'un programme ambitieux de rénovation des bâtiments et de leur mise aux normes, sans hausse des loyers pour les locataires
21. La lutte contre le bétonnage et le mitage du territoire en limitant les nouvelles constructions à ce qui est socialement utile